



## **Convention sur la diversité biologique**

Distr.  
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/5  
3 août 2014

FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

### **CONFÉRENCE DES PARTIES A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

Septième réunion

Pyeongchang (République de Corée), 29 septembre-3 octobre 2014

Point 7 de l'ordre du jour provisoire \*

### **COOPERATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS, CONVENTIONS ET INITIATIVES**

*Note du Secrétaire exécutif*

#### **I. INTRODUCTION**

1. À sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole (COP-MOP), dans sa décision BS-V6/6, s'est félicitée de la collaboration du Secrétaire exécutif avec, notamment, l'initiative Douanes vertes, l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), et la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (Convention d'Aarhus), et a souligné la contribution sous forme de coopération et de coordination des organisations, accords multilatéraux et initiatives concernés à la mise en œuvre efficace du Protocole et du plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011-2020, adopté lors de la cinquième réunion des Parties au Protocole, dans la décision BS-V/16.

2. Au titre du secteur d'activités 5 du plan stratégique, les Parties ont adopté un objectif stratégique sur le rayonnement et la coopération avec la conséquence prévue d'accroître l'appui et la collaboration des organisations, conventions et initiatives concernées pour la mise en œuvre du Protocole. Cet objectif stratégique comprend l'objectif opérationnel de renforcer la coopération et la collaboration internationales en matière de prévention des risques biotechnologiques, avec comme résultat d'établir des liens officiels avec les secrétariats d'autres conventions et organisations, et d'assurer la participation en qualité d'observateur du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique aux comités de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce.

3. La COP-MOP a par ailleurs prié le Secrétaire exécutif, sous réserve de la disponibilité des fonds : de poursuivre sa coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives en vue de réaliser l'objectif stratégique du secteur d'activités 5 du plan stratégique sur le rayonnement et la coopération; et de poursuivre les efforts déployés pour obtenir le statut d'observateur dans les comités de l'OMC pertinents à la prévention des risques biotechnologiques.

4. La présente note fournit un aperçu des actions entreprises par le Secrétaire exécutif dans le cadre du plan stratégique et en réponse à la décision de la COP-MOP sur la coopération, à savoir la décision BS-VI/6. Par ailleurs, l'aperçu fournit également des informations sur les mesures de coopération prises par le Secrétariat et les autres organisations, conventions et initiatives, en vue de créer des synergies dans les programmes relatifs à la prévention des risques biotechnologiques, en général, et d'assurer la mise en œuvre efficace du Protocole, en particulier.

5. Des informations additionnelles sur les activités de collaboration concernant des secteurs spécifiques du plan stratégique du Protocole sont rapportées, le cas échéant, dans les documents de présession mis à disposition pour la septième réunion des Parties au Protocole.

## **II. APERÇU DES ACTIVITÉS DE COOPÉRATION EN COURS**

### **A. Initiative Douanes vertes**

6. Dans le cadre des objectifs opérationnels 2.3 et 5.2 du plan stratégique, le Secrétariat a poursuivi son partenariat avec l'initiative Douanes vertes (IDV) au cours de la période intersessions. L'objectif de l'IDV est de renforcer les capacités des douaniers et autres agents chargés de l'application des règlements, capacités relatives à la surveillance et à la facilitation du commerce licite des biens ou substances sensibles sur le plan environnemental couverts par les organisations partenaires, et à la détection et à la prévention de leur trafic illicite.

7. La principale activité du Secrétariat relative à l'IDV au cours de la période intersessions a été la préparation de modules d'apprentissage en ligne sur le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques qui s'inscrit dans le cadre du projet de modules d'apprentissage en ligne des partenaires financé par le biais du Compte de l'ONU pour le développement. Les modules d'apprentissage en ligne ont été conçus pour être utilisés au cours de la formation des douaniers et autres intervenants spécialisés. Le Secrétariat a également contribué à la neuvième réunion des partenaires, tenue les 3 et 4 avril 2013, au cours de laquelle les partenaires ont échangé des mises à jour sur les activités de 2012 et discuté des progrès et des plans pour les années à venir. Sur proposition de la neuvième réunion, la Division du droit et des conventions relatifs à l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a récemment pris la responsabilité d'accueillir le secrétariat de l'IDV.

8. La participation continue du Secrétariat aux activités de l'IDV dépendra cependant de la disponibilité des ressources, étant donné que chaque organisation partenaire doit apporter ses propres ressources pour pouvoir participer aux activités conjointes, telles que l'organisation d'ateliers de formation, l'élaboration de matériel de formation, les études de cas, et également la participation aux réunions des partenaires. Les Parties au Protocole pourraient souhaiter envisager d'allouer une partie des ressources du budget de la prochaine biennie à l'appui des travaux de l'IDV.

### **B. Coopération avec l'Organisation mondiale du commerce**

9. Le Secrétariat a continué à assurer la liaison et à coopérer avec l'OMC et à suivre les discussions et les négociations dans ces comités, y compris en se tenant en rapport avec le personnel du secrétariat de

l'OMC. Des réunions d'information sur les décisions pertinentes de la Conférence des Parties et de la COP-MOP ont été organisées à l'intention du Comité du commerce et de l'environnement (CCE). Le Secrétariat détient le statut d'observateur au CCE pour les séances ordinaires et est régulièrement invité aux réunions officielles du CCE lors de séances extraordinaires (de négociations).

### ***C. Coopération sur l'échange d'information***

10. À la sixième réunion des Parties au Protocole de Cartagena, dans le paragraphe 1 b) de la décision BS-VI/2, la COP-MOP a prié le Secrétaire exécutif de poursuivre la collaboration avec d'autres bases de données et plateformes, et le Secrétariat a communiqué avec la plupart des organisations internationales exploitant actuellement des bases de données sur les OVM (à savoir, l'OCDE, la FAO, la GIC, le CERA et GMO Compass)<sup>1</sup> en vue d'éviter les chevauchements et d'améliorer l'utilité du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques (CEPRB) en tant que mécanisme mondial pour le partage d'informations relatives à la prévention des risques biotechnologiques.

11. Pour faciliter la collaboration avec les bases de données, deux actions importantes ont été entreprises pendant la période intersessions : a) la pleine intégration du CEPRB au mécanisme du Centre d'échange (MCE) de la Convention réorganisé, et l'élaboration d'une interface de programmation d'applications (API) unifiée pour l'interopérabilité avec des tiers. L'API est conçu, notamment, pour donner le plein accès aux données du CEPRB, et en général à toutes les données du MCE de la Convention, à toutes les institutions et organisations souhaitant afficher ces informations sur leurs sites web; et b) une nouvelle fonction a été introduite dans les pages consacrées aux décisions relatives aux OVM qui affiche, lorsqu'il y a lieu, des dossiers correspondants issus de bases de données externes. La première base de données mise à disposition a été Biotradestatus, appuyée par la Global Industry Coalition (GIC) par le biais de CropLife International, pour la situation réglementaire et le statut sur le marché de produits de biotechnologie agricole. Des arrangements semblables sont actuellement en cours pour inclure la base de données sur les produits (BioTrack) de l'OCDE et la plateforme de la FAO sur les aliments génétiquement modifiés.

12. Deux bases de données sur les méthodes de détection des OVM, à savoir le laboratoire de référence de l'Union européenne pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés (EURL-GMFF) et la base de données sur les méthodes de détection de CropLife International, ont également été rendus interopérables avec le CEPRB. Des références à des méthodes de détection spécifiques, lorsqu'elles sont disponibles, sont fournies en tant que liens sur les pages d'information consacrées aux OVM.<sup>2</sup>

13. S'agissant du renforcement des capacités, le Secrétariat a étroitement collaboré avec le projet du PNUE-FEM sur le renforcement des capacités pour une participation efficace au CEPRB en fournissant une assistance technique sur l'élaboration de nœuds nationaux ainsi que des activités de formation à l'intention de conseillers régionaux et des points focaux nationaux du CEPRB, sous forme d'ateliers régionaux et infrarégionaux.

---

<sup>1</sup> La base de données sur les produits (BioTrack) de l'OCDE est disponible à l'adresse <http://www2.oecd.org/biotech/>; la plateforme de la FAO sur les aliments génétiquement modifiés est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/food/food-safety-quality/gm-foods-platform/en/>; la base de données Biotradestatus de la GIC est disponible à l'adresse <http://www.biotradestatus.com/>; la base de données sur les cultures génétiquement modifiées de la CERA est disponible à l'adresse <http://cera-gmc.org/GMCropDatabase/>; et la base de données GMO Compass est disponible à l'adresse <http://www.gmo-compass.org/eng/gmo/db/>

<sup>2</sup> Le laboratoire de référence de l'Union européenne pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés (EURL-GMFF) et la base de données sur les méthodes de détection de CropLife International sont tous deux accessibles au moyen de liens vers les documents du CEPRB sur les OVM et sont disponibles respectivement aux adresses suivantes : <http://gmo-crl.jrc.ec.europa.eu/default.htm> (EURL-GMFF) et <http://www.detection-methods.com/> (CropLife). Une pleine interopérabilité avec la base de données de CropLife n'a pas encore été réalisée.

***D. Coopération sur les questions techniques et scientifiques***

14. Au cours de la période intersessions, le Secrétariat de la CDB a continué de coopérer avec la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) en faisant rapport sur ses activités pertinentes aux huitième et neuvième réunions de la Commission des mesures phytosanitaires, et en donnant des avis sur les projets de normes et les projets de spécifications en cours d'élaboration sous les auspices de la CIPV et sur les documents de sensibilisation du public élaborés par le Groupe consultatif international sur l'analyse du risque phytosanitaire, qui est coordonné par le secrétariat de la CIPV. En outre, le secrétariat de la CIPV et le Secrétariat de la CDB ont tenu une réunion conjointe les 16 et 17 septembre 2013, à Montréal (Canada) en vue d'identifier des activités de collaboration à la lumière des stratégies adoptées au titre de la CIPV, de la CDB et du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et par les récentes réunions de leurs organes directeurs.

15. Le Secrétariat cherche également des occasions pour établir une collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations concernées en vue de renforcer les capacités, transférer des technologies, et échanger les informations nécessaires pour détecter et identifier les OVM.

16. Dans le cadre de ces efforts, des discussions ont été lancées entre le Secrétariat de la CDB et des représentants du Centre commun de recherche (CCR) à l'Institut pour la santé et la protection des consommateurs de la Commission européenne, afin d'identifier des domaines éventuels d'intérêt commun. Une entente a été conclue en vue d'étudier les possibilités d'établir une collaboration pour mener à bien des activités de renforcement des capacités et de formation dans le cadre de la détection et de l'identification d'OVM qui pourraient aider les Parties à réaliser les résultats pertinents du plan stratégique du Protocole.

17. Par ailleurs, le Secrétariat de la CDB et l'Unité de la sécurité sanitaire et de la qualité des aliments de la FAO ont identifié des domaines d'intérêt commun en ce qui a trait à la détection et à l'identification d'OVM. Les deux secrétariats ont exprimé la volonté de chercher des occasions de combiner leurs efforts au moyen d'une coopération officielle.

***E. Coopération avec la Convention d'Aarhus sur la sensibilisation et la participation du public***

18. À sa deuxième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties a prié le Secrétaire exécutif, dans sa décision BS-II/6, d'intensifier la collaboration avec le secrétariat de la Convention d'Aarhus dans la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies pour les questions relatives à la sensibilisation et à la participation du public. À leur cinquième réunion, dans la décision BS-V/13, les Parties ont adopté le programme de travail sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public relativement au transfert, à la manipulation et à l'utilisation sans danger d'organismes vivants modifiés. Dans la même décision, les Parties ont souligné qu'il importait d'assurer la cohérence entre le programme de travail et les activités pertinentes de la Convention d'Aarhus et ceux d'autres conventions et organisations pertinentes, afin de maximiser les occasions de coopération dans la promotion de la sensibilisation, de l'éducation et de la participation du public en ce qui concerne les organismes vivants modifiés. Par ailleurs, à sa sixième réunion, dans la décision BS-VI/6, la COP-MOP a prié le Secrétaire exécutif de poursuivre la collaboration avec d'autres organisations, conventions et initiatives, en vue de réaliser l'objectif stratégique du secteur d'activités 5 du plan stratégique sur le rayonnement et la coopération.

19. Pour donner suite aux décisions susmentionnées, le Secrétariat a collaboré avec le secrétariat de la Convention d'Aarhus à des activités conjointes. Dans la foulée du forum en ligne organisé en 2012, les deux secrétariats ont organisé conjointement et facilité un autre forum en 2014, par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques. Le forum en ligne sur la sensibilisation, l'éducation et la participation du public relativement au transfert, à la manipulation et à l'utilisation sans

danger d'OVM comprenait deux groupes de discussion : i) sur la signification, la portée et l'importance de l'accès du public aux informations relatives à la prévention des risques biotechnologiques; et ii) sur la facilitation de l'accès du public à ces informations. Le forum en ligne sur la participation du public relativement aux OVM comprenait également un débat en ligne sur les « techniques pour susciter la participation du public ».

Les deux secrétariats ont organisé conjointement une table ronde sur l'accès à l'information, la participation du public, et l'accès à la justice en ce qui concerne les OVM/OGM, à Genève (Suisse), les 16 et 17 octobre 2013. La table ronde avait comme objectif de renforcer les capacités des Parties pour la promotion de l'accès à l'information, de la participation, et de l'accès à la justice en ce qui concerne les OVM/OGM, par le partage des connaissances, des bonnes pratiques et des enseignements tirés, et de formuler des recommandations pour de futures actions à entreprendre aux niveaux national, régional et international. Au niveau multilatéral, il a été recommandé que les deux secrétariats, selon qu'il sera approprié, continuent à aider les pays dans la ratification et la mise en œuvre des deux instruments dans le contexte des OVM/OGM, notamment : i) en intégrant la Convention d'Aarhus et l'article 23 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques aux politiques et programmes relatifs à la biodiversité, à l'environnement et au développement durable; ii) en appuyant l'organisation de manifestations régionales de renforcement des capacités au cours de la période 2014-2017, comme il convient; et iii) en élaborant conjointement une liste de contrôle des mesures clés nécessaires pour la ratification et la mise en œuvre des deux instruments, basée sur les lignes directrices de Lucques de la Convention d'Aarhus et sur le programme de travail du Protocole.<sup>3</sup>

20. Une collaboration continue entre les deux traités, y compris la possibilité d'organiser des ateliers conjoints et/ou des manifestations parallèles, dépendra de la disponibilité des ressources. La réunion des Parties au Protocole pourrait souhaiter inviter les Parties, les autres gouvernements et les organisations concernées à envisager d'allouer des ressources dans le budget de la prochaine biennie pour soutenir les travaux de collaboration.

### III. ÉLÉMENTS D'UN PROJET DE DÉCISION

24. La Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole pourrait souhaiter prendre note des informations figurant dans le présent rapport et examiner :

(a) S'il y a des aspects de la coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives qui ne sont pas adéquatement abordés pour réaliser l'objectif stratégique du plan stratégique relatif au rayonnement et à la coopération, et pourrait souhaiter proposer des activités pour combler ces lacunes;

(b) La question du manque de ressources pour les travaux en collaboration avec d'autres organisations, conventions et initiatives pertinents à la prévention des risques biotechnologiques, et décider des mesures correctives qui s'imposent, telles que l'inclusion d'un budget pour les activités concernant l'initiative Douanes vertes et la Convention d'Aarhus sur la sensibilisation et la participation du public, notamment, afin que le Secrétariat puisse s'engager efficacement avec ces autres organisations, conventions et initiatives et renforcer ses actions collaboratives.

---

<sup>3</sup> Le rapport est disponible à l'adresse :

[http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/wgp/WGP\\_17/ece.mp.pp.wg.1.2014.6\\_aec.pdf](http://www.unece.org/fileadmin/DAM/env/pp/wgp/WGP_17/ece.mp.pp.wg.1.2014.6_aec.pdf)